

# La Gouvernance en vue d'un Développement durable



**Elaboré par**  
**Dr. Chérifa Chérif**  
 Directeur exécutif de l'Institut national de la Gouvernance et du Développement durable

**Assistance :**  
**Dr. Amr Nabil**  
 Directeur de l'Unité de Gouvernance d'entreprise à l'Institut national de la Gouvernance

Le concept de gouvernance, étant une condition indispensable essentiellement requise afin de réaliser «le développement», a toujours été accompagné dans la vulgarisation scientifique contemporaine publiée par les institutions internationales par d'autres concepts de développement; d'ailleurs, parler de la gouvernance signifie aborder les mécanismes de répartition des valeurs exceptionnelles et des pouvoirs, aussi bien que les mécanismes de participation et de responsabilisation dans la société. Réaliser un développement durable et équilibré serait, selon la vulgarisation scientifique, impossible sans une mise en vigueur de la valeur de la gouvernance (La participation, l'inclusion, la réponse rapide, la responsabilisation, la compétence, l'efficacité, l'intégrité, la lutte contre la corruption, la souveraineté de droit, l'égalité, la transparence, la décentralisation, la perspective stratégique, la reddition des comptes, etc...). La croissance économique n'est plus une fin en soi, mais un moyen pour réaliser le développement et par conséquent, il devient impératif pour les gouvernements de vérifier que la croissance économique entraîne l'amélioration de la condition de vie des populations (enseignement, santé, etc....).



Les rapports du programme des Nations Unies pour le développement avaient abordé dès 1990, le concept de qualité de la vie, le rôle des humains dans la réalisation du développement, la promotion de leurs potentiels sélectifs, leur autonomisation pour concrétiser les choix, renforcer leur potentiels créatifs sans oublier leur contribution à la gestion des affaires de leur vie. Selon l'ex secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, la «gouvernance» pourrait être le seul élément qui revêt la plus grande importance dans l'implantation du «développement».

Le système de développement géré par la gouvernance est constitué de trois groupes qui sont:

1-Groupe des forces motrices qui comprend ( la direction, la perspective stratégique, les initiatives de réforme, les stimulus).

2-Groupe des mécanismes instituteurs ou constitutifs à travers lequel sont organisés des manifestations, rôles et réactions entre les parties et les institutions principales qui les couvrent.

3-Groupe des valeurs et principes constituant voire imprégnant les puissances au pouvoir dans le système de la gouvernance du développement et qui comprend l'intégrité, la compétence, la justice, l'inclusion, la transparence et la responsabilisation.

Des études ont montré que la gouvernance du développement durable vise à réaliser:

a-Un développement national global, qui couvre l'urbanisme, le rural, toutes les classes et catégories sociales y compris l'homme et la femme.

b-Un développement universel visant une répartition équitable des ressources et richesses entre les pays tant pauvres que riches qui instaure des relations internationales basées sur le respect et la participation humaine.

c- Un développement durable respectant un temps précis et visant l'inclusion des réclamations des générations actuelles et celles ultérieures.

Gouvernance et partenariat de développement entre des actifs multiples:

Le rôle de l'Etat concernant le développement a changé: bien que l'Etat constitue un acteur principal et important, elle n'en est plus le seul. Le développement à la lumière de la gouvernance, a besoin des opportunités du travail offerts par le secteur privé, comme il a besoin des institutions qui puissent organiser le personnel sous formes de groupes ou équipes ayant des influences sur les politiques publiques, et c'est à juste titre le rôle assuré par la société civile.

Ce changement qu'a subi le rôle de développement l'Etat a renforcé le partenariat entre le secteur privé et la société civile en plus de l'Etat formant ensemble trois éléments qui participent à la réalisation du développement durable.

Secteur du travail+ gouvernement+ société civile

D'ailleurs, la gouvernance dans les secteurs économiques productifs favorise- à titre d'exemple- la participation aux politiques d'enseignement, plans, programmes de savoir, recherches des institutions d'enseignement et de recherche, et ce, dans le but

de satisfaire les besoins du développement dans lesdits secteurs, et de remédier à la vulnérabilité de cohésion et coordination entre les institutions d'enseignement, de formation, de recherche et les secteurs qui profitent des services de ces institutions.

Gouvernance et affermissement du développement:

La gouvernance joue un rôle axial dans l'implantation du développement; elle est censée être, dans une société quelconque, le bilan d'un processus de conciliation sociale qui précède les traits de la gouvernance dans la société, car la gouvernance est compliquée et comprend tous les processus et structures aidant à déterminer la manière d'exploiter les ressources disponibles pour réaliser l'intérêt public de l'Etat.

Les rapports de la Banque mondiale publiés en 1989 sur le développement en Afrique, ont relevé que le problème de la non-réalisation du développement en Afrique malgré la prestation des aides, est dû à l'absence des stimulus poussant les citoyens de ces communautés à participer éventuellement aux efforts de développement) autrement dit l'absence du composant sociétal civil en tant qu'acteur dans le développement. Les rapports ont, de plus, montré parmi les défis principaux avant la mise à exécution



**Les rapports de la Banque mondiale soulignent que la faible gouvernance dans les Etats arabes fait obstacle au développement. Selon ces rapports, la comparaison entre les performances économiques des Etats du Proche Orient et de l'Afrique du nord d'une part, et celles des Etats d'Asie de l'Est d'autre part, montre que si la moyenne de la gouvernance au Proche Orient avait été parallèle à celle de certains Etats asiatiques à hautes performances, tels que la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, les taux de croissance auraient enregistré une augmentation d'environ un point de pourcentage par an.**

optimale des objectifs de développement du millénaire, figure la négligence du contexte national et de sa nature, sa compatibilité avec la mise à exécution des objectifs, ceci malgré la grande importance que représente le niveau local en ce qui concerne le développement social et économique et les opportunités véritables renforçant le processus de développement.

C'est pourquoi l'intérêt des Etats était porté dernièrement à la formulation d'une perspective de développement unifiée pour tous les Etats: objectifs internationaux. Ensuite, chaque Etat a demandé de reformuler ceux-ci dans son contexte local. Il s'agit donc d'une opération d'implantation des objectifs internationaux qui tient compte du contexte local lors de la réalisation des objectifs du développement durable, à commencer par la fixation des objectifs et des fins jusqu'à la définition des moyens de mise en œuvre et l'emploi des indices pour contrôler celle-ci.

Cette implantation des objectifs du développement durable (ODD) s'appuie sur les cadres que ces objectifs peuvent offrir aux politiques du développement national, aussi bien que sur le soutien apporté par les unités d'administration locale à la réalisation desdits objectifs.

La gouvernance et les cadres institutionnels de développement dans les Etats arabes

Les rapports de la Banque mondiale soulignent que la faible gouvernance dans les Etats arabes fait obstacle au développement. Selon ces rapports, la comparaison entre les performances économiques des Etats du Proche Orient et de l'Afrique du nord d'une part, et celles des Etats d'Asie de l'Est d'autre part, montre que si la moyenne de la gouvernance au Proche Orient avait été parallèle à celle de certains Etats asiatiques à hautes performances, tels que la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, les taux de croissance auraient enregistré une augmentation d'environ un point de pourcentage par an.

Certains Etats ont réussi à activer les mécanismes de gouvernance, grâce à la convergence des cadres institutionnels officiels et des infrastructures culturelles nécessaires. Cela implique toujours de lier le concept aux facteurs contextuels nécessaires à sa réussite. La réforme des institutions étant un processus compliqué et difficile: elle exige une compréhension et un remède à porter à des défis multiples. Certes, il ne s'agit pas de changer simplement les lois

**Les rapports de la Banque mondiale publiés en 1989 sur le développement en Afrique, ont relevé que le problème de la non-réalisation du développement en Afrique malgré la prestation des aides, est dû à l'absence des stimulus poussant les citoyens de ces communautés à participer éventuellement aux efforts de développement) autrement dit l'absence du composant sociétal civil en tant qu'acteur dans le développement**

**Le changement du monde implique un changement de gouvernance. Aujourd'hui, les grandes transformations structurelles, telles que la quatrième révolution industrielle et les changements climatiques ne font qu'embarrasser les centres de pouvoir. La technologie remplace les organisations centrales pyramidales par des entités décentralisées indépendantes. Les écarts social, économique et numérique ne cessent de s'élargir. Le 21ème siècle apportera des défis sans précédent qui nécessiteront de développer notre modèle de gouvernance.**

et les réglementations.

Vu que ce sont les institutions qui fixent les règles et les mettent à exécution, leur conception et leur méthode de travail au service du développement et de la prospérité de la société, ainsi que dans le but de réaliser l'équilibre entre les intérêts des différentes communautés, sont les déterminants des performances et de la durabilité du développement.

Dans ce contexte, Mancur Olson (l'un des grands chercheurs dans l'économie institutionnelle) pose une question sur la raison de voir des nations riches et d'autres pauvres. Après avoir examiné les facteurs qui ont engendré cette situation, tels que la différence d'accès au savoir; la différence d'accès aux marchés des capitaux; la différence de liens entre le peuple et le sol ou les ressources naturelles; et, la différence des capacités marchandes des ressources humaines, etc...il a trouvé que ces facteurs ne sont pas convaincants, et que la seule explication logique de ces grandes différences de niveaux de prospérité entre les nations n'est autre que la différence de qualité et de compétence entre leurs institutions.

En concordance avec cette conclusion, l'objectif XVI des ODD souligne la nécessité de créer des institutions efficaces, transparentes et comptables de leurs actes sur tous les plans, ce qui met l'accent sur l'importance de la gouvernance des institutions en vue de promouvoir leur capacité de réaliser le développement durable.

Cela exige d'avoir une vision stratégique de développement, fixer et diagnostiquer le cadre et les réformes institutionnels, de même que programmer celles-ci dans des plans d'application susceptibles d'accélérer le développement et l'achèvement. Il s'agit d'un faisceau de réformes législatives, judiciaires et administratives, d'un milieu institutionnel et des cadres réglementaires de nature à favoriser la transmutation et le développement tant de l'économie que de la société.

La gouvernance et la confrontation des défis de développement

A la lumière des défis catastrophiques mondiaux ayant eu lieu récemment et auxquels s'achoppe la réalisation des ODD, tels que la crise financière mondiale, la pandémie de coronavirus et l'éclatement de la guerre ukrainienne, se sont élevées les voix appelant à faire face à ces défis à travers la mise en application de la gouvernance, capitale à cet effet.

Dans son rapport intitulé « notre programme commun », le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres a lancé un appel pour une meilleure « gouvernance mondiale » plus compréhensive pour un avenir plus vert, plus juste et plus sûr.

Quant à M. Klaus Schwab, président et fondateur du forum économique mondial, il estime qu'à la lumière d'un prévisible tsunami de nouveaux défis qui commencent à se profiler, dont « l'échec de l'action climatique » et « l'érosion de la cohésion sociale », et pour y faire face, force est pour les dirigeants d'adopter un modèle différent de gouvernance. Une fois leur assurant une bonne gouvernance, nos institutions ne demanderont que très peu d'intérêt. La gouvernance étant tout simplement comme une infrastructure cachée qui soutient l'économie, mais aussi presque tous les aspects de l'ordre social.

Le changement du monde implique un changement de gouvernance. Aujourd'hui, les grandes transformations structurelles, telles que la quatrième révolution industrielle et les changements climatiques ne font qu'embarrasser les centres de pouvoir. La technologie remplace les organisations centrales pyramidales par des entités décentralisées indépendantes. Les écarts social, économique et numérique ne cessent de s'élargir. Le 21ème siècle apportera des défis sans précédent qui nécessiteront de développer notre modèle de gouvernance.